

Convention collective

**IDCC : 8526. – ARBORICULTURE FRUITIÈRE
(Côtes-d'Armor, Deux-Sèvres, Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique,
Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe et Vendée)
(8 avril 2003)**

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2003,
Journal officiel du 5 août 2003)

**AVENANT N° 2 DU 20 JUIN 2011
À L'ACCORD DE PRÉVOYANCE DU 26 NOVEMBRE 2002**

NOR : AGRS1297015M
IDCC : 8526

Entre :

La fédération régionale des producteurs de fruits de l'Ouest,

D'une part, et

La fédération générale de l'agriculture CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes des professions de l'agriculture CFTC ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 2 « Révision. – Dénonciation », les mots : « à la section agricole de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, 7, rue Bouché-Thomas, BP 23607, 49036 Angers Cedex 01 » sont remplacés par : « à l'unité territoriale de la DIRECCTE du Maine-et-Loire, 7, rue Bouché-Thomas, BP 23607, 49036 Angers Cedex 01 ».

Article 2

L'article 6 « Financement des garanties » est abrogé et remplacé par :

« La garantie est financée par une cotisation égale à 1,16 % des rémunérations brutes versées à l'ensemble des salariés dont 0,65 % au titre de l'incapacité temporaire, 0,22 % au titre de l'incapacité permanente et 0,20 % au titre de la garantie décès.

La ventilation de cette cotisation est définie comme suit :

Incapacité temporaire :

– 0,29 % supporté par l'employeur ;

– 0,36 % supporté par le salarié.

Cette répartition tient compte du fait que doit rester intégralement à la charge de l'employeur la fraction de cotisation finançant la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévues par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail ainsi que les indemnités journalières complémentaires au régime obligatoire de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,09 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Incapacité permanente :

- 0,16 % supporté par l'employeur ;
- 0,06 % supporté par le salarié.

Décès :

- 0,08 % supporté par l'employeur ;
- 0,12 % supporté par le salarié. »

Article 3

Les dispositions de l'accord collectif de prévoyance du 26 novembre 2002 des salariés et apprentis des exploitations arboricoles de certains départements de l'Ouest de la France et son avenant, non reprises dans le présent avenant, demeurent applicables.

Article 4

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales. Son extension est demandée.

Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} janvier 2012.

Le présent accord pourra également, préalablement à son extension, être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des entreprises à compter du 1^{er} janvier 2012.

Fait à Angers, le 20 juin 2011.

(Suivent les signatures.)